

Vive le 1er mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière !

Alors que les classes dirigeantes du monde entier veulent nous accabler avec leurs menaces de guerre commerciale et de guerre tout court, ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent : aux États-Unis, des manifestations contre la politique de Trump ont eu lieu à plusieurs reprises dans de nombreuses villes du pays ; en Serbie et en Turquie, la jeunesse défie le pouvoir ; en Grèce ainsi qu'en Belgique, d'importantes grèves générales ont eu lieu ces derniers mois.

Toute ressemblance serait purement fortuite...

En Belgique, une nouvelle mobilisation est d'ailleurs annoncée pour le 29 avril, pour refuser le plan d'attaque du nouveau gouvernement, poétiquement surnommé la coalition Arizona, qui s'en prend aux allocations chômage, veut repousser toujours plus l'âge de la retraite et prévoit des coupes budgétaires dans les services publics. De quoi trouver des échos ici, où Bayrou nous sermonne, affirmant que nous ne travaillons pas assez, et prévoit 40 milliards « d'efforts supplémentaires » à réaliser sur le budget 2026, qu'il faudrait prendre sur l'éducation, la santé, les services publics, les dépenses des collectivités, etc.

Des efforts, nous en faisons bien assez, pour boucler nos fins de mois, alors que les capitalistes de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. Car ces 40 milliards serviront à arroser les grands groupes français, les Dassault, Thales et bien d'autres.

Un plan de défense nationale... pour nous attaquer

Cette défense de l'industrie française, dont le gouvernement comme les directions syndicales se font les chantres, ne protège en rien les emplois. Même dans l'armement : si les salariés doivent produire plus, ce sera en subissant l'augmentation des cadences.

Dans les autres secteurs, les plans de licenciements continuent à s'abattre. ArcelorMittal vient d'annoncer la suppression de 600 postes dans sept sites du nord de la France. Voilà qui se rajoute à la longue liste des licenciements annoncés par Auchan, Casino, Michelin, STMicroelectronics et bien d'autres.

Ces grands groupes ne connaissent aucune difficulté : ainsi en 2024, les actionnaires d'ArcelorMittal ont touché plus d'1,5 milliard d'euros. Comme toujours sous le capitalisme, il s'agit d'exploiter toujours plus les travailleurs pour dégager un maximum de profits. Un mécanisme bien huilé, que seules nos luttes peuvent faire dérailler.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Qu'il s'agisse de nos salaires ou de nos emplois, seules nos mobilisations collectives pourront nous permettre de nous défendre. À Geodis à Gennevilliers, les travailleurs ont obtenu 150 euros d'augmentation à l'issue de trois semaines de grève, au lieu des 35 euros initialement proposés par la direction.

À Stellantis Poissy, des débrayages ont lieu pour exiger des garanties sur l'avenir du site. À la SNCF, la mobilisation s'organise pour plusieurs jours de grève la semaine du 8 mai sur la question des plannings de travail et des salaires. L'état de nervosité dans lequel cette perspective de grève met la direction de la SNCF et le gouvernement suffit à nous rappeler notre force : quand celles et ceux qui font tout tourner dans la société s'arrêtent... tout s'arrête. Ce sont ceux qui menacent nos salaires et nos emplois qui veulent nous prendre en otage. Ils veulent décider de tout, de notre vie quotidienne, de nos emplois, de nos salaires, de la guerre, sans que nous ayons notre mot à dire.

C'est nous qui travajlons, c'est nous qui décidons. Faisons du 1er mai la première étape d'une riposte collective, en France et dans le monde !

À Strasbourg, rendez-vous 10h place Kléber !

L'injustice jusqu'au bout

Quand on est intérimaire on doit travailler autant que les autres mais avec moins de droits. Même si on participe à la production, on ne reçoit pas l'intéressement par exemple. Souvent, on prend notre mal en patience dans l'espoir que le CDI qu'on nous fait miroiter n'est pas une promesse en l'air. Et quand on signe enfin le fameux CDI, on se rend compte que la boîte s'est arrangée pour ne pas nous payer nos IFM, c'est-à-dire la prime de précarité. Pourtant on y était bien dans la précarité pendant les mois d'intérim. C'est comme si on nous faisait rembourser la prime de risque les mois où on n'a pas eu d'accident. L'intérim c'est injuste même quand ça s'arrête.

TCGE : Tentons de Construire la Grève Ensemble

Lundi, nos collègues du technicentre de Mulhouse étaient en grève. Les problèmes qu'ils dénoncent ? Les mêmes qu'à Strasbourg : effectif insuffisant, organisations absurdes, manque de moyens et installations défectueuses (par exemple les hottes d'aspiration HS ou les passerelles d'accès inutilisables...) Total soutien à nos collègues qui ont choisi de dénoncer les vrais problèmes par l'action collective et la grève. La politique de rentabilité de la direction a des conséquences sur nos conditions de travail et de sécurité sur tous les sites. Nous avons besoin d'une réponse coordonnée.

Tapis rouge

Grâce aux travaux devant l'entrée du TCB, on nous déroule maintenant le tapis rouge pour qu'on puisse aller manger à la cantine. Mais c'est le bruit des pelleteuses parfois dangereusement proches qui nous accueille, et pas les flashs des appareils photos. Et la reconnaissance pour notre travail n'est de loin pas à la hauteur de celle des acteurs qui gravissent les marches du festival de Cannes.

Tout va très bien Madame la Marquise

Au TCB, pour fêter la 100ème rame OPTER, nous avons été conviés à une petite sauterie. 2h à rester debout en écoutant tous le gratin s'auto-congratuler. Pourtant il n'y a pas de quoi être fière quand on voit nos conditions de travail, nos rames qui sortent toutes avec du retard et qu'il y a à peine plus d'un an, un collègue perdait la vie dans l'établissement ! On s'attendait aux petits fours mais pas à de telles salades.

En grève du 5 au 11 mai !

Plusieurs appels à la grève sont lancés cette semaine-là. Ils sont dispersés, et les divisions entre syndicats ou entre métiers n'aident pas. Mais ce n'est pas une raison pour rester spectateurs ! Il faut se saisir de cette journée comme d'une étape pour construire un mouvement inter-catégories. C'est en se mobilisant tous ensemble

qu'on pourra imposer des hausses de salaires et de vraies améliorations de nos conditions de travail !

Le ministre des transports n'est pas légitime

D'après Philippe Tabarot, ministre des transports, les revendications des ASCT ne seraient "pas légitimes", car ils ne sont "pas les plus mal traités" à la SNCF. Venant d'un ministre de Bayrou, payé 10700€ bruts mensuels et membre d'un gouvernement Bayrou dont la cote de popularité atteint 24%, c'est osé. D'où vient sa légitimité quand il réclame une loi limitant le droit de grève des cheminots ?

...notre colère l'est !

La formulation "pas les plus mal traités", indiquerait que d'autres que les ASCT auraient encore plus de raisons de se mettre en grève. Fanichet, le PDG de la branche Voyageurs, a indiqué dans une interview au Parisien que la boîte serait moins généreuse pour la redistribution des bénéfices si les grèves impactaient la rentabilité. Un indice pour nos dirigeants : les mensonges sur la prétendue augmentation de 2,2% aux NAO 2024, et le recul de nos revenus par rapport à l'inflation, quand la boîte a fait 1,6 milliards de bénéfices en 2024, voilà une raison légitime de se mettre en grève pour tous les cheminots !

Stellantis : Tavares décroche le gros lot

Alors que les travailleurs de Stellantis se battent pour préserver leur emploi, notamment à l'usine de Poissy, les actionnaires du groupe ont, à leur manière, remercié l'ex-PDG du groupe automobile, Carlos Tavares. Il a quitté ses fonctions et touchera 23,1 millions d'euros pour l'année 2024, plus 2 millions d'indemnités de départ et un bonus de 10 millions. Les syndicats ont dénoncé ces « adieux indécents ». Tout de suite les grands mots ! Alors que les plus de 35 millions d'euros qu'il va toucher ne représentent qu'un peu plus de cinq Smics par jour. Une misère...

Fos-sur-Mer : les dockers solidaires des Palestiniens

Soutenus par la CGT, les dockers du port de Fos-sur-Mer, ont retardé les opérations d'accostage d'un navire de l'armateur Maersk. Le bâtiment, sous pavillon hongkongais, était en transit vers Tanger, où il devait charger des composants d'avion F-35 destinés à l'armée israélienne, avant de poursuivre sa route vers le port de Haïfa. Les dockers ont appelé à une mobilisation plus large, incitant les travailleurs portuaires et les syndicats dans d'autres pays, notamment en Espagne, au Maroc et en Turquie, à bloquer l'accostage des navires spécialisés dans le transport de matériel de guerre à destination d'Israël.